



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 4.3.2025  
C(2025) 1506 final

Son Excellence  
Monsieur Jean-Noël Barrot  
Ministre de l'Europe et des Affaires  
étrangères  
37, Quai d'Orsay  
F - 75351 Paris

France

**Objet:           Notification 2025/78/FR**

**Dispositions des articles 8, 8bis et 9 du projet de loi de finances pour  
2025 relatives à la fiscalité automobile**

**Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la  
directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 <sup>(1)</sup>, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 7 février 2025, le projet de dispositions des articles 8, 8bis et 9 du projet de loi de finances pour 2025 relatives à la fiscalité automobile (ci-après, « le projet notifié »).

Selon le message de notification, le projet notifié prévoit, pour un renforcement de la taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et de la taxe sur la masse en ordre de marche des véhicules de tourisme, une modification des modalités de réfaction des malus CO2 et poids, et la création d'une taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions pour les grandes flottes privées.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

## **OBSERVATIONS**

---

<sup>1</sup>() Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Les services de la Commission européenne comprennent qu'avec l'entrée en vigueur du nouveau régime, il existera sur le marché français de voitures d'occasion deux catégories de voitures importées, à savoir celles qui ont déjà immatriculées sous l'ancien régime de taxation et celles qui seront immatriculées sous le nouveau régime de taxation.

Par exemple, une voiture de millésime 2020 en provenance d'un autre État membre et immatriculée en France avant 2025 aura forcément été immatriculée sous l'ancien régime, alors qu'une voiture similaire de même millésime pourra être importée en France en 2026 et devra alors immatriculée sous le nouveau régime.

À cet égard, les services de la Commission européenne attirent l'attention des autorités françaises sur la jurisprudence bien établie de la Cour de justice <sup>(2)</sup>, selon laquelle il y a violation de l'article 110 TFUE lorsque le montant de la taxe d'immatriculation frappant un véhicule d'occasion en provenance d'un autre État membre excède le montant résiduel de ladite taxe incorporé dans la valeur des véhicules d'occasion similaires déjà immatriculés sur le territoire national, car cela risquerait de favoriser la vente de véhicules d'occasion nationaux et de décourager ainsi l'importation de véhicules d'occasion similaires.

Cependant, le pouvoir des États membres dans l'aménagement de nouvelles taxes ou la modification du taux ou de l'assiette de taxes déjà existantes n'est pas illimité. L'interdiction édictée à l'article 110 TFUE s'applique chaque fois qu'une imposition fiscale est de nature à décourager l'importation de biens originaires d'autres États membres au profit de produits nationaux. Ainsi, les États membres ne peuvent pas instaurer de nouvelles taxes ou apporter des modifications à celles existantes qui ont pour objet ou pour effet de décourager la vente de produits importés au profit de la vente de produits similaires disponibles sur le marché national et introduits sur celui-ci avant l'entrée en vigueur desdites taxes ou modifications.

Ainsi, dans l'exemple ci-dessus, si en 2026 le montant résiduel de taxe encore incorporé dans la valeur de la voiture immatriculée sous l'ancien régime de taxation devait être inférieur à la taxe qui va frapper une voiture similaire comparable qui sera immatriculée pour la première fois en France la même année mais sous le nouveau régime de taxation, alors il sera plus intéressant d'acquérir une telle voiture déjà présente sur le marché français plutôt que d'en importer une en provenance d'un autre État membre.

Un tel effet discriminatoire ne peut être évité que s'il est possible sous le nouveau régime de taxation d'opter pour le montant résiduel de la taxe d'immatriculation le plus faible encore incorporé dans la valeur des véhicules d'occasion similaires déjà immatriculés sur le territoire national.

En conséquence, les autorités françaises sont invitées à s'assurer que l'application de la nouvelle législation ne conduira en aucun cas à une violation des dispositions de l'article 110 TFEU, telles qu'interprétées par la Cour de justice.

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des observations ci-dessus.

---

<sup>2</sup>() Arrêt de la Cour de justice du 19 décembre 2013, [X](#), C-437/12, EU:C:2013:857.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Pour la Commission

Kerstin Jorna  
Directrice générale

